

Entretien Religion

L'islam, cet inconnu

Christophe Monnot, de l'Observatoire des religions en Suisse, évoque les musulmans d'ici

Patrick Monay

Christophe Monnot, 45 ans, docteur en sociologie des religions, enseigne aux Universités de Lausanne et de Genève. Professeur remplaçant à l'Observatoire des religions en Suisse, il est reconnu comme un fin connaisseur de l'implantation de l'islam.

Le film américain islamophobe puis les caricatures de Mahomet dans «Charlie Hebdo» ont poussé 150 musulmans à manifester à Berne samedi dernier. Etes-vous surpris?

La résonance de ce film, médiocre et blasphématoire, a été faible dans les communautés musulmanes de Suisse. Le problème, c'est qu'on donne toujours la parole à certaines personnes comme Nicolas Blancho (*ndlr: fondateur du controversé Conseil central islamique suisse*) et rarement aux associations qui représentent réellement les musulmans suisses.

Quel est-il, alors, cet islam implanté en Suisse?

En Suisse, on est biaisé par les médias français. Pourtant, la situation dans notre pays n'a rien à voir avec ce que connaît la France, qui a eu des colonies au Maghreb. Chez nous, les Maghrébins sont très minoritaires. Ici, à peine 20% des musulmans pratiquent régulièrement leur religion. C'est d'ailleurs la même proportion que chez les catholiques. A une différence près: chez les catholiques, ce sont surtout les femmes qui sont pratiquantes, tandis que chez les musulmans, ce sont les hommes. C'est d'abord une question de tradition, pas de position de la femme, mais cela rend la pratique plus visible.

Et le ramadan?

Ils sont environ une moitié à l'observer en Suisse. C'est d'ailleurs devenu la fête identitaire, un peu comme Noël chez les chrétiens. Cet accent sur cette fête provient peut-être du fait que dans l'islam, la Turquie a perdu de son influence au profit de la péninsule Arabique, puisant sa légitimité dans les principaux lieux vénérés qui s'y trouvent. On assiste donc à l'émergence d'un islam plus strict, moins prêt à négocier certaines pratiques. De plus, Internet joue son rôle dans la diffusion de positions intransigeantes (peu importe la religion d'ailleurs). On l'a vécu récemment avec ce film dit islamophobe posté sur YouTube, qui s'est hissé en quelques heures en tête de l'actualité mondiale.

Peut-on parler de radicalisation?

Au premier abord, oui. Mais en même temps, les femmes parlent d'avortement, de contraception, etc. L'islam est dans une phase d'entrée dans la modernité, dans une société en mutation où les valeurs se mélangent.

Pourquoi n'a-t-on commencé que récemment à parler des musulmans en tant que communauté?

En Suisse, on parlait des Turcs ou des Kosovars. A partir des votations sur la reconnaissance de religions non chrétiennes dans le canton de Zurich, en 2003, et sur la naturalisation facilitée des étrangers, en 2005, le thème de l'islam est devenu porteur. Le spectre de l'islamisation permettait de gagner des votations!

Comment jugez-vous l'intégration des 4,5% de musulmans?

Il faut distinguer les différentes communautés selon leur pays d'origine. Les Turcs, qui représentaient 70% des musulmans en Suisse en 1970, en sont à la 2e ou 3e génération ici. Ils sont établis, ils ont



Spécialiste

Christophe Monnot insiste: «Chacune des communautés musulmanes a ses spécificités.»
STEEVE IUNCKER GOMEZ

leurs lieux de prière ou leurs cercles. Leur défi, c'est maintenant d'accéder à des postes à responsabilité. Il y a encore très peu d'universitaires parmi eux, mais cela change. Les albanophones et les Bosniaques, qui représentent 60% de la présence musulmane en Suisse actuellement, sont arrivés récemment. Une deuxième vague importante est arrivée suite à la guerre en Yougoslavie. Une première génération a alors dû s'occuper de cette vague de personnes fuyant la guerre. Maintenant, les différents indicateurs à notre disposition montrent que ces communautés d'ex-Yougoslavie s'intègrent très rapidement dans notre pays. Sur le plan confessionnel, ce sont des Européens qui ont l'habitude du pluralisme religieux et de l'athéisme (communiste). Les questions qu'ils ont à résoudre sont d'ordre pratique: les lieux de culte, les aumôniers dans les prisons et les hôpitaux, les carrés musulmans. Ces revendications constituent en réalité un signe d'intégration.

Beaucoup de Suisses ont pourtant peur des musulmans. On l'a vu en 2009 avec le vote sur les minarets.

Oui, et l'islamophobie est en augmentation, comme l'a montré récemment l'Université de Zurich. Une partie de la xénophobie s'est tournée vers les musulmans, à mesure que l'islam s'affirmait dans notre pays. Etrangement, les moins islamophobes sont les chrétiens pratiquants. Egalement minoritaires, ils comprennent le fait d'avoir des valeurs religieuses.

Comprenez-vous ces craintes?

Oui, car le pluralisme religieux remet en question les sociétés qui ont à peu près trouvé un équilibre pour encadrer les Eglises, après un très long processus! D'autre part, il y a des voix extrémistes qui savent se faire entendre. Dans ces conditions, l'immense majorité des musulmans n'arrive pas à faire entendre sa voix pour rassurer les Suisses.

La Suisse doit-elle accorder à l'islam le statut de religion officielle?

C'est à l'échelon des cantons que cela doit se discuter. Il n'y a pas de solution globale, unique, mais c'est bien d'entrer dans ce processus de reconnaissance, car il pose des questions d'encadrement légal. Il contraint les groupes locaux à se conformer à certaines règles. Vaud et Bâle-Ville avancent dans le sens d'ouvrir la porte à la reconnaissance de groupes minoritaires. Mais le sujet est politiquement très sensible et n'oublions pas que les franges problématiques et très minoritaires ne voudront de toute façon pas être reconnues.

Faut-il améliorer

l'enseignement religieux à l'école?

Des efforts énormes sont déjà faits dans les Hautes Ecoles pédagogiques, sauf à Genève où la stricte séparation entre Eglises et Etat provoque une grosse crispation. On gagne l'immense défi de la compréhension. Le problème, ce sont les adultes qui n'ont pas suivi ces enseignements pluralistes. Ils n'ont pas les outils pour analyser la diversité religieuse. Il est difficile de leur expliquer que le musulman lui aussi a des craintes en voyant l'augmentation du port du voile.

Que doivent faire de leur côté les musulmans?

Se fédérer, former des associations. La stratégie de l'invisibilité, qui était la règle il y a quelques années encore, a été sanctionnée par le vote sur les minarets. Les communautés doivent s'organiser à l'échelon du canton et trouver des représentants. Ce n'est pas évident, car ces groupes se reconnaissent et ont des réseaux, d'abord selon leurs origines et ensuite selon leur confession.

En chiffres

Le pourcentage des musulmans pourrait doubler en Suisse d'ici à 2050

Selon l'Office fédéral de la statistique, les musulmans représentaient 4,5% de la population vivant en Suisse en 2010. Soit 0,9 point de plus qu'en 2000. L'islam est la troisième religion du pays, loin derrière le catholicisme (38,8%, en recul de 3,7 points en dix ans) et le protestantisme (30,9%, baisse de 3,2 points). Une part croissante des personnes vivant en Suisse se déclare sans confession (20,1% en 2010, contre 11,2% en 2000). Et elles sont 0,2% à faire partie de la communauté juive. Les quelque 400 000 musulmans de Suisse sont majoritairement originaires de Turquie et des pays de l'ex-Yougoslavie. Seul un tiers des rites est d'ailleurs entièrement pratiqué en arabe,

selon le professeur Christophe Monnot. Les principaux lieux de formation des imams en Suisse se situent en Europe, soit à Pristina (Kosovo), Skopje (Macédoine), Sarajevo (Bosnie) et Istanbul (Turquie). Comment la part de l'islam va-t-elle évoluer? Les projections démographiques tablent sur une part de 9 à 10% de la population vers 2050, selon le professeur Monnot. La progression est due à la migration et à la fertilité. Les conversions religieuses sont insignifiantes pour expliquer cette progression. D'ailleurs, selon ces projections, la part des chrétiens devancera encore celle des «sans confession» en 2050 (actuellement à 20%). **P.M.**

«Les musulmans qui vivent en Suisse sont pour la plupart des Européens qui ont l'habitude du pluralisme religieux. Cela ne leur pose pas de problème de vivre aux côtés de la majorité chrétienne»

Christophe Monnot
Professeur de sociologie des religions